

Assemblée nationale ou gouvernement des conseils ?

C'est en ces termes qu'est formulé le deuxième point de l'ordre du jour du Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats, et c'est en effet la question cardinale de la révolution dans le moment présent. Ou l'Assemblée Nationale, ou tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats ; ou le renoncement au socialisme, ou la lutte de classes la plus rigoureuse contre la bourgeoisie, avec le plein armement du prolétariat : tel est le dilemme.

Il y a un plan idyllique, qui prétend réaliser le socialisme par la voie parlementaire, par la simple décision d'une majorité. Ce rêve rose ne tient même pas compte de l'expérience historique de la révolution bourgeoise ; sans parler du caractère spécifique de la révolution prolétarienne.

Comment les choses se sont-elles passées en Angleterre? C'est là qu'est le berceau du parlementarisme bourgeois, c'est là qu'il s'est développé le plus tôt, avec le plus de force. Lorsqu'en 1649 l'heure de la première révolution bourgeoise moderne sonna en Angleterre, le parlement anglais avait déjà derrière lui une histoire plus que trois fois centenaire. C'est pourquoi le parlement devint, dès le premier moment de la révolution, son centre, son rempart, son quartier général. Le fameux « Long Parlement » a vu sortir de son sein toutes les phases de la révolution anglaise. Depuis les premières escarmouches entre l'opposition et la puissance royale, jusqu'au procès et à l'exécution de Charles Stuart, ce parlement fut, entre les mains de la bourgeoisie ascendante, un instrument insurpassable, parfaitement adapté.

Et qu'advint-il ? Ce même parlement dut créer une « *armée parlementaire spéciale, que des généraux choisis dans son sein conduisirent au combat, pour y mettre en déroute complète, au cours d'une guerre civile longue, âpre et sanglante, le féodalisme, l'armée des « cavaliers » fidèles au roi.*

Ce ne fut pas dans les débats de l'Abbaye de Westminster, qui était pourtant alors le centre spirituel de la révolution, mais sur les champs de bataille de Marstonmoor et de Naseby, ce ne fut point par les brillants discours prononcés au parlement, mais par la cavalerie paysanne, par les « Côtes-de-Fer » de Cromwell que se décida le sort de la révolution anglaise. Et son développement conduisit du parlement, au travers de la guerre civile, à l'« épuration » par la force, à deux reprises, de ce même parlement, et, finalement, à la dictature de Cromwell.

Et en France ? C'est là qu'est née l'idée de l'Assemblée Nationale. Ce fut, dans l'histoire mondiale, une géniale inspiration de l'instinct de classe, lorsque Mirabeau et les autres déclarèrent en 1789 : « *Les Trois États, jusqu'à maintenant toujours séparés, la Noblesse, le Clergé et le Tiers-État, doivent dorénavant siéger en commun en tant qu'Assemblée Nationale.* » Cette assemblée devint en effet d'emblée, par la réunion des états, un instrument de la bourgeoisie dans la lutte des classes. Avec l'appui de fortes minorités des deux états supérieurs, le Tiers-État, c'est-à-dire la bourgeoisie révolutionnaire, disposait immédiatement dans l'assemblée nationale d'une majorité compacte.

Et qu'advint-il, encore une fois ? La Vendée, l'émigration, la trahison des généraux, la constitution civile du clergé, le soulèvement de 50 départements, les guerres de coalition de l'Europe féodale, et, finalement, comme seul moyen d'assurer la victoire finale de la révolution : la dictature, et avec elle le règne de la terreur. Voilà donc ce que valait la majorité parlementaire pour la défense des révolutions bourgeoises. Et pourtant, qu'était l'opposition entre la bourgeoisie et le féodalisme, auprès de l'abîme géant qui s'est ouvert aujourd'hui entre le travail et le capital ! Qu'était la conscience de classe des combattants des deux camps qui s'affrontaient en 1649 ou 1789, comparée à la haine mortelle, inextinguible qui flambe aujourd'hui entre le prolétariat et la classe des capitalistes !

Ce n'est pas en vain que Karl Marx a éclairé de sa lanterne scientifique les ressorts les plus cachés du mécanisme économique et politique de la société bourgeoise. Ce n'est pas en vain qu'il a fait apparaître, de façon éclatante, tout son comportement, jusqu'aux formes les plus sublimes du sentiment et de la pensée, comme une émanation de ce fait fondamental qu'elle tire sa vie, comme un vampire, du sang du prolétariat.

Ce n'est pas en vain qu'Auguste Bebel, en conclusion de son célèbre discours du congrès du parti de Dresde, s'est écrié: « *Je suis et je reste l'ennemi mortel de la société bourgeoise !* »

C'est le dernier grand combat, dont l'enjeu est le maintien ou l'abolition de l'exploitation, c'est un tournant de l'histoire de l'humanité, un combat dans lequel il ne peut y avoir ni échappatoire, ni compromis, ni pitié.

Et ce combat, qui, par l'ampleur de ses tâches, dépasse tout ce que l'on a connu, devrait mener à bien ce qu'aucune lutte de classes, aucune révolution n'a jamais mené à bien : dissoudre la lutte mortelle entre deux mondes en un doux murmure de luttes oratoires au parlement et de décisions prises à la majorité !

Le parlementarisme a été, pour le prolétariat, une arène de la lutte de classes, tant qu'a duré le train-train quotidien de la société bourgeoise : il était la tribune d'où les masses, rassemblées autour du drapeau du socialisme, pouvaient être éduquées pour le combat.

Aujourd'hui, nous sommes au milieu de la révolution prolétarienne, et il s'agit aujourd'hui de porter la hache sur l'arbre de l'exploitation capitaliste elle-même. Le parlementarisme bourgeois, comme la domination de classe de la bourgeoisie, dont il est l'objectif politique essentiel, est déchu de son droit à l'existence. C'est maintenant la lutte de classes sous sa forme la plus dépouillée, la plus nue, qui entre en scène. Le capital et le travail n'ont plus rien à se dire, ils n'ont plus maintenant qu'à s'empoigner dans un corps à corps sans merci pour que le combat décide lequel sera jeté à terre.

La parole de Lassalle vaut aujourd'hui plus que jamais : l'action révolutionnaire consiste toujours à exprimer ce qui est. Et ce qui est s'appelle : ici est le travail — ici le capital ! Pas d'hypocrite négociation à l'amiable, là où il y va de la vie et de la mort, pas de victoire de la communauté, là où il s'agit d'être d'un côté ou de l'autre de la barricade. C'est clairement, ouvertement, honnêtement, et avec toute la force que confèrent la clarté et l'honnêteté, que le prolétariat doit, en tant que classe constituée, rassembler dans ses mains la puissance politique tout entière.

« Égalité des droits politiques, démocratie ! », nous scandèrent pendant des décades les prophètes grands et petits de la domination de classe bourgeoise.

« Égalité des droits politiques, démocratie ! », leur scandent aujourd'hui, comme un écho, les hommes à tout faire de la bourgeoisie, les Scheidemann.

Oui, ce mot d'ordre doit maintenant devenir une réalité, car l'« égalité politique » s'incarne au moment où l'exploitation économique est radicalement anéantie. Et la « *démocratie* », la domination du peuple commence lorsque le peuple travailleur s'empare du pouvoir politique. Il s'agit d'exercer sur les mots d'ordre mésusés par les classes bourgeoises pendant un siècle et demi la critique pratique de l'action historique. Il s'agit de faire, pour la première fois, une vérité de la devise de la bourgeoisie française en 1789, « Liberté, Égalité, Fraternité » — par la suppression de la domination de classe de la bourgeoisie. Et comme premier pas, voici le moment, devant le monde entier, et devant les siècles de l'histoire mondiale, d'inscrire hautement à l'ordre du jour: Ce qui jusqu'à présent se présentait comme égalité des droits et démocratie — le parlement, l'assemblée nationale, le droit de vote égal — était mensonge et tromperie ! Le pouvoir tout entier aux mains des masses travailleuses, comme une arme révolutionnaire pour l'extermination du capitalisme — cela seul est la véritable égalité des droits, cela seul est la véritable démocratie !